

## **Revue des revues SIT**

### **9 décembre 2011**

Grève des aides hospitalières, journée d'action des maçons, dénonciations de la sous enchère salariale, initiatives pour un salaire minimum et pour le renforcement des contrôles des entreprises, etc., les articles de presse ont été nombreux ces deux derniers mois à relater les activités et analyses du SIT. La présente « revue des revues » n'y revient pas, mais s'en tient, comme d'habitude aux problématiques plus générales susceptibles d'alimenter les réflexions et propositions du syndicat : toujours la crise, ses conséquences et les remèdes envisageables, mais aussi les réactions ou alternatives qu'elle suscite (syndicalisme, indigné-e-s, populismes, ESS) et les questions de société qu'elle implique.

### **1. Plus ça dure, plus ça fait mal**

Trois ans après le début de la « nouvelle » crise, rien n'est résolu. Au contraire, la « religion de l'austérité » prêchée à chaque sommet international ou européen (18 en 3 ans !) en fait de plus en plus peser le poids sur les salarié-e-s, avec pour conséquence une dégradation significative des conditions de travail.

#### ➤ **Arrêter la casse**

Malgré ou à cause des plans adoptés, les dégâts de la crise perdurent et s'accroissent : l'emploi ne se redresse pas, le chômage s'enkyste et les revenus reculent. Un dossier d'Alternatives économiques en dresse le constat pour l'ensemble de l'Europe. 3 millions d'emplois en moins depuis 2008 et 3,8 millions de personnes au chômage en plus (vu l'augmentation de la population active), pouvoir d'achat en baisse de 1,5% en moyenne. La Suisse s'en sort moins mal : emploi qui joue au yoyo, avec une perspective à la baisse, chômage en légère augmentation (de 3,1 à 3,6% malgré l'effacement des fins de droits dû à la révision de la LACI), indice des prix à + 1,5%. Conclusion des experts : les dirigeants (européens et suisses) font fausse route : l'austérité est contre productive.

**En savoir plus :** *Austérité, chômage, pauvreté : arrêtez la casse*, Alternatives économiques No 308, décembre 2011. pages 8 à 16 ; et *Tendances conjoncturelles automne 2011*, seco, pages 23 à 27

#### ➤ **Souffrances et résistances au travail**

Cette situation « met la pression » de plus en plus fort sur les salarié-e-s, au point que la « souffrance au travail » devient un thème récurrent dans l'actualité : individualisation croissante de la gestion du personnel, évaluations avec quotas obligatoires de mauvaises notes, diktat de l'instantanéité, « lean management », entraînent stress, maladies professionnelles, troubles musculo-squelettiques, avec à la clé des arrêts-maladie, que les employé-e-s n'osent pas prendre (par peur du licenciement) ou, au contraire, multiplient comme une forme de résistance passive.

**En savoir plus :** *Ces pratiques, dans les entreprises, qui démoralisent les employés*, Le Temps 04.11.11 ; *Pression au travail, manque d'argent : ces patients qui refusent les arrêts-maladie*, Le Monde 14.11.11 ; *Les troubles musculaires, fléau dans l'entreprise*, Le Monde 23-24.10.11 ; *Certificats médicaux, le casse-tête des entreprises face aux abus* ; Le Temps 14.10.11, et surtout un livre assez « musclé » sur les dérives de l'organisation du travail : ***Le livre noir du management***, Isabelle Bourboulon, Editions Bayard, 2011

## 2. Peut-on en finir avec la crise ?

Crise qui perdure, crise qui s'aggrave ... Inévitablement, tout le monde se pose la question de comment en sortir. Si les propositions ne manquent pas, il n'y en a aucune qui fasse l'unanimité. Chacune a ses avantages et ses limites et toutes suscitent le débat.

### ➤ **De multiples solutions au banc d'essai**

Une fois encore, le dossier le plus complet sur le sujet se trouve dans Alternatives économiques qui passe en revue 10 solutions dans un esprit critique : annuler les dettes ? Laisser tomber la Grèce ? Nationaliser les banques ? Faire acheter les dettes publiques par les banques centrales ? Interdire les déficits ? Créer des euro-obligations ? Faire payer les riches ? Interdire la spéculation ? Relancer l'activité ? Abandonner l'euro ? Impossible de résumer ce dossier d'une vingtaine de pages, mais lecture utile pour mieux comprendre les enjeux, les conséquences et les combinaisons possibles de toutes ces variantes.

**En savoir plus :** *Crise de l'euro : les solutions au banc d'essai*, Alternatives économiques No 307, novembre 2011, pages 63 à 81; à compléter par un article du Temps (21.11.11) paru à l'occasion de la réunion à Genève de l'Observatoire de la finance : *Des pistes pour repenser la crise de la dette en Europe*

### ➤ **Le point de vue étriqué du seco**

Si on attend un point de vue plus suisse sur la question, on sera déçu par celui que délivre le seco, qui consacre 30 pages à la même questions dans la Vie économique, mais restreint son approche à la seule crise bancaire, dont il craint qu'elle ne puisse affecter « notre développement économique » et qu'il propose de combattre principalement « en renforçant la capitalisation des banques ». Approche très technique et passablement courte donc, dans la mouvance « l'Etat au service de l'économie ». Pas une surprise.

**En savoir plus :** *Sortir de la crise de l'euro*, thème du mois de La Vie économique 11-2011, pages 3 à 33

### ➤ **Repenser le système bancaire, y compris sa face cachée**

Pour rester dans cette perspective mais d'un point de vue plus critique, on lira avec intérêt l'analyse du toujours jeune Michel Rocard qui propose notamment, pour mettre un terme aux errements du monde financier, d'imposer la séparation des banques de dépôt et des banques d'investissement, comme l'avait fait Roosevelt après la crise de 1929 par le Glass Steagall Act (1933). Cela éviterait les crises financières à répétition et permettrait de continuer à investir sans spéculer pour assurer une croissance indispensable aux rentrées fiscales et au remboursement des dettes. Idée intéressante pour autant qu'elle ne s'applique pas seulement au secteur bancaire déjà régulé, mais aussi à « la face cachée » de la finance comme les centres offshore et les paradis fiscaux, au premier rang desquels la Suisse. A ce propos, la revue Economie politique étudie les évolutions en cours de la situation (accords Rubik), avec deux points de vue contrastés sur la position suisse, l'un très critique (« Le G20 démissionnaire »); l'autre plus indulgent (« De réels changements »).

**En savoir plus :** *Un système bancaire à repenser*, Michel Rocard, Le Monde 04.10.11 ; *Comment combattre la face cachée de la finance*, dossier du Monde, 25.10.11 ; *Les paradis fiscaux, est-ce vraiment fini*, L'Economie politique No 52, octobre 2011, pages 40 à 76

➤ **Partager les richesses**

Une des solutions facilement avancée pour résoudre la crise consiste à dire qu'il suffit de « faire payer les riches ». Là aussi les avis divergent. Pour certains, il est évident que le néolibéralisme, en taillant dans les dépenses publiques a causé le creusement des déficits étatiques et des inégalités ; c'est donc aux plus riches (toujours plus nombreux) de contribuer plus aux recettes fiscales pour combler le trou qu'ils ont créé et non aux classes laborieuses et moyennes de subir une couche supplémentaire d'austérité. C'est particulièrement vrai pour les très hauts revenus dont les montants « obscènes » sont non seulement une atteinte à la justice sociale, mais aussi un danger pour la démocratie (la porte ouverte aux populismes). Pour mieux comprendre les enjeux d'une plus juste répartition des richesses, il faut savoir que la « distorsion » actuelle provient moins du partage des revenus entre capital et travail (plus stable qu'il n'y paraît) que de l'inégale distribution des salaires et, surtout, de l'attribution quasi exclusive des profits aux actionnaires au détriment des investissements et des salaires.

**En savoir plus :** *La dette publique, une aubaine pour les riches*, Bernard Cassen, Le Courrier 27-28.08.11 ; *Les ultra-riches menacent-ils la démocratie ?* et *Le temps des riches, anatomie d'une sécession*, livre de Thierry Puech au Seuil, in Le Monde 04.11.11 ; *Comment a évolué le partage des richesses ?* Alternatives économiques No 307, novembre 2011, pages 82 à 85

➤ **Refonder la démocratie ... et la science économique**

Pour mettre en œuvre ces diverses solutions, les avis des experts ne suffisent pas ... d'autant plus qu'ils se contredisent. Sur ces sujets, il faut redonner la parole et du pouvoir aux citoyens, aujourd'hui écartés des décisions par des ententes au sommet entre dirigeants. Il faut aussi leur permettre d'avoir un « avis éclairé » sur ces questions en libérant la pensée économique de son courant dominant (entièrement acquis à la dictature du marché) pour lui redonner un plus large fondement, notamment grâce à une approche multidisciplinaire qui replace l'économie dans son contexte d'utilité sociale. Il faut aussi s'interroger sur la capacité (ou la volonté politique) des Etats de réellement contrôler les marchés,

**En savoir plus :** *Le citoyen européen, pièce manquante de l'édifice*, texte du philosophe Jürgen Habermas, Le Temps 03.11.11 ; *La crise est une chance de refonder la démocratie*, interview de l'économiste Francis Fukuyama, Le Temps 01.12.11 ; *Comment refonder la science économique*, deux entretiens avec l'économiste André Orléan dans Alternatives économiques No307, novembre 2011 et L'Economie politique No 52, octobre 2011 ; *Que peuvent les Etats face aux marchés ?* Compte rendu d'un débat public organisé par Le Monde 18.10.11

### **3. Syndicalisme : mis à l'épreuve ou renforcé ?**

Face aux plans de rigueur imposés autoritairement par les gouvernements d'un côté, aux multiples pressions exercées par les employeurs sur les salariés (et aux peurs qu'elles entraînent) de l'autre, quelle marge de manœuvre reste-t-il aux syndicats ? Là encore rien n'est simple.

➤ **Défis difficiles à relever**

Si l'on regarde ce que font (ou ne font pas) les syndicats européens, on constate qu'ils sont assez empruntés et partagés. Faut-il appeler à une mobilisation de masse en prenant le risque de « faire un flop » ou voir venir en prenant celui d'être accusé de mollesse ? Ou faut-il trouver d'autres formes d'action que les manifs et

grèves habituelles ? Faut-il s'en tenir à la dénonciation (au risque de l'impuissance) ou proposer des alternatives (au risque de la compromission) ? Réponses d'autant plus difficile à mettre en place que les points de vue divergent et sapent l'unité syndicale, sans compter que la gauche en général semble aussi « en morceaux » et désarçonnée face à cette nouvelle donne sociale.

**En savoir plus :** *Les syndicats et le défi de la rigueur* (exemple français), Le Monde 16.11.11 ; *Syndicats et patronat interpellent le G20* (démarche commune au sommet de Cannes boycottée par la CGT), Le Monde 04.11.11 ; *La gauche à l'épreuve*, livre de Jean-Pierre Le Goff aux éditions Perrin, recensé par Le Monde 18-19.09.11 sous le titre *La spirale dépressive*

➤ **Regain des luttes sociales**

A l'opposé de ce pessimisme, Sophie Bérout continue de mettre en évidence que les mesures d'austérité provoquent aussi un regain des luttes sociales partout en Europe, avec des formes nouvelles de mobilisation et de résistance individuelles et collectives. Avec toute une équipe du laboratoire Triangle et de l'Université Lyon 2, elle a ainsi recensé et analysé mois après mois ces événements sociaux et syndicaux dont ne parlent pas ou peu les médias.

**En savoir plus :** *L'année sociale 2011*, coordination Sophie Bérout, Nathalie Dompnier, Editions Syllepse, septembre 2011 (180 pages), disponible chez JMD.

➤ **Angles d'attaque**

En Suisse non plus, les syndicats ne restent pas inactifs. Outre les actions que vous connaissez (HUG, bâtiment, Novartis et autres), on peut noter la manifestation contre les licenciements antisyndicaux (Le Courrier 08.10.11) ; la prise de position sur le rapport de la Commission de gestion du Conseil national sur les mesures d'accompagnement et la sous enchère salariale (USS-infos 13/2011 et Le Courrier 22.10.11) ; la défense et illustration des CCT à l'occasion de leur 100<sup>e</sup> anniversaire (USS-infos 14/2011 et 15/2011). Sur le front des résultats, on notera les accords déjà intervenus pour des augmentations de salaires concernant 350'000 employé-e-s (Le Temps 14.10.11) et la longue liste des 67 CCT étendues nationalement (36) ou cantonalement (31) (La Vie économique 11-2011)

#### **4. Les indigné-e-s : alternative ou illusion ?**

On a beaucoup parlé ces derniers mois des mouvements des indigné-e-s, qui suscitent de commentaires très contrastés. Certains y voient une nouvelle forme de lutte sociale, une rébellion contre la croissance des inégalités et les plans d'austérité, l'expression d'une frustration collective face à la montée du chômage, la capacité de mobilisation des réseaux sociaux, voire une expression neuve de l'anticapitalisme, particulièrement pour les précaires. D'autres au contraire se méfient d'une contestation sans lendemain (sans propositions et sans organisation), d'une grande naïveté politique (inconsciente de la réalité des classes sociales), voire d'une forme de néopopulisme (avec des courant antisyndicaux ou se réclamant même de l'exemple du Tea Party). Le rédacteur de cette revue de presse étant pour le moins perplexe, voici toute une série d'articles (par ordre de parution, pour rester neutre) pour vous faire votre propre opinion.

**En savoir plus :** *Rébellion d'octobre, version 2011*, Le Temps 14.10.11) ; *Indignés, sans tête et sans frontières*, Le Monde 17.10.11; *Attention à la frustration collective des jeunes face au chômage, alerte l'OIT*, Le Monde 21.10.11 ; *Les indignés font fausse route en préconisant la démondialisation*, Le Temps 21.10.11 ; *Pourquoi les indignés ont raison*, Pierre Larrourou,

Le Monde 25.10.11 ; *Foi d'indignés*, Le Temps 19.10.11 ; *Yes, we camp!* Solidarités 04.11.11 ; *Indignation, de quoi es-tu le nom ?* et *Quand le peuple se rebelle*, Le Monde 06-07.11.11 ; *Réseaux sociaux contre classes sociales ?*, Le Monde 12.11.11 ; *L'inégalité, moteur mondial de l'indignation*, Le Monde 13-14.11.11 ; *Occupy Wall Street ou les inégalités économiques au cœur du débat*, Le Temps 01.12.11

## 5. La crise terreau favorable à l'extrême droite ?

Depuis plus longtemps un autre « mouvement » surfe sur la crise pour faire valoir ses thèses : l'extrême droite. Elle séduit de plus en plus les classes populaires parce qu'il fait écho à leurs difficultés et à leur sentiment d'abandon par les institutions établies ... dont les syndicats. Xénophobie, préférence nationale, ordre moral constituent son fonds de commerce traditionnel, mais s'y ajoutent depuis peu des thèmes empruntés à la gauche : défense de l'Etat providence comme puissance protectrice des « vrais » citoyens, droit à la différence pour contrer l'uniformisation par la promotion de l'identité (nationale), laïcité et droits de la femme pour stigmatiser l'islam. Détournement de valeurs certes, mais par lequel l'extrême droite parvient à « poser dans nos sociétés des pierres qu'il devient de plus en plus difficile de retirer », ce qui interpelle vivement les syndicats. Gros dossier sur la question (16 pages), avec examen de la situation dans 9 pays européens, dont la Suisse, dans la revue Alternatives Internationales.

**En savoir plus :** *Comment l'extrême droite profite de la crise*, Alternatives internationales No 52, septembre 2011, pages 29 à 45. Pour la Suisse, voir aussi le chapitre *La disparition du vote ouvrier ?* dans le livre *Le destin électoral de la gauche*, sous la direction de Sarah Nicolet et Pascal Sciarini, Georg, 2010, ainsi que l'article sur les élections nationales intitulé *Crispations helvétiques* dans Le Monde 16-17.10.11

## 6. Economie sociale et solidaire, le vent en poupe ?

A côté du syndicalisme, des indigné-e-s et de l'extrême droite, un quatrième mouvement est de plus en plus régulièrement désigné comme alternative à la crise : l'économie sociale et solidaire (ESS). C'est son côté « faire autrement » qui est mis en avant comme une façon pratique de « réorienter l'économie.

### ➤ Alternative à l'Etat ?

Ainsi le Monde de l'économie consacre tout un dossier à ce secteur qui compte 11 millions de salarié-e-s en Europe (2,3 millions en France) et qui axe son développement notamment sur la responsabilité sociale, la proximité, l'intérêt commun, l'utilité des biens et services produits, le partage des richesses pour construire, sinon un « autre monde », du moins une économie de marché alternative.

**En savoir plus :** *L'économie sociale gagne du terrain là où l'Etat recule*, dossier du Monde de l'économie, 01.11.11 ; ainsi qu'une interview du directeur de la première coopérative d'emploi en France sous le titre *L'entreprise en partage*, Le Monde 22.11.11

### ➤ Pas si simple

Les choses ne sont cependant pas si roses que ça dans le monde associatif : les restrictions budgétaires menacent les emplois, le personnel entretient une relation ambivalente avec les syndicats, l'utilisation (aux deux sens du terme) des bénévoles (100 millions en Europe !) a ses ambiguïtés. Intéressant dossier du journal le Monde sur ces questions, avec notamment un article sur le premier

syndicat français du secteur, ASSO (Action pour les salarié-e-s du secteur associatif).

**En savoir plus :** *Associations*, cahier spécial, Le Monde 27.10.11

## 7. Changer de modèle

La difficulté à trouver des issues ou des alternatives à la crise et le ras-le bol des populations face aux conséquences qu'elles en subissent amènent de plus en plus de gens à se dire qu'on ne s'en sortira pas sans changer de modèle (économique et social). Question abordée aujourd'hui moins en termes d'affirmations idéologiques que de débats sur « comment faire ».

### ➤ **Comment « refaire société » ?**

En novembre, trois jours de débat se sont tenus à Grenoble pour aborder cette problématique. Chercheurs, acteurs sociaux, artistes s'interrogent sur les peurs et les replis qui hantent nos sociétés, sur les besoins de justice, d'égalité, de reconnaissance, de protection, de représentation qui se manifestent, sur les nécessité d'engagement et de sociabilité nécessaires pour reconstruire une société capable de faire face à ces mutations.

**En savoir plus :** *Refaire société*, cahier spécial du Monde 10.11.11, avec notamment des articles de Pierre Rosanvallon et Robert Castel

### ➤ **Comment « vivre ensemble » ?**

En décembre à Paris, autre colloque organisé par le Conseil économique, social et environnemental sur un thème similaire. A l'heure du triomphe des individualismes et de l'illisibilité des enjeux collectifs, comment réapprendre à vivre ensemble ? « Si l'on veut échapper aux crispations identitaires comme aux mièvreries généreuses, il est nécessaire d'enter dans une série d'analyses précises et de débats concrets, domaine par domaine et sans esquiver la question des différences » disent les organisateurs. Laïcité et religions, racisme, rôle des services publics, monde numérique, outils de la démocratie, etc. sont parmi les sujets abordés.

**En savoir plus :** *Vivre ensemble*, cahier spécial du Monde 01.12.11

### ➤ **Comment réintroduire la qualité du travail ?**

Plus concrètement encore, deux contributions se penchent sur la question du rapport au travail et des conditions à mettre en place pour lui redonner sa juste place dans la vie individuelle et sociale. Là encore, la question est moins simple qu'il n'y paraît car le travail n'est pas une réalité univoque : facteur de production et activité humaine, gagne-pain et occasion de se réaliser, subordination et initiative, le tout variant selon les catégories socioprofessionnelles, les revenus et les emplois. Autrement dit, quelles sont les conditions pour que la qualité du travail et l'épanouissement personnel retrouvent leur place en remettant en question le productivisme et l'économisme dominant ? Vaste chantier.

**En savoir plus :** *Comment s'épanouir au travail ?*, Dominique Méda, Le Monde 22.11.11 ; *Quand la priorité à l'emploi joue contre le travail*, Philippe Askenazy, Alternatives économiques No 308, décembre 2011

## 8. Et encore ...

- **Egalité salariale : ça patine !** Conférence de presse de Simonetta Sommaruga pour dénoncer la persistance des inégalités salariales entre femmes et hommes.

Depuis 30 ans, l'écart stagne à 19,8% en moyenne, dont 9,4% sont de la discrimination pure (indépendamment de la formation, de l'expérience, etc.). Pourquoi ? Parce que la loi ne prévoit ni contrôles ni sanctions et que la participation volontaire des entreprises à un programme de contrôle anonyme est un échec (10 entreprises pour toute la Suisse !). (*Le Temps* 15.11.11)

- **Menaces sur le système de santé suisse ?** Nombreux cris d'alerte en cette fin d'année au sujet de l'introduction de nouvelles mesures pour « contrôler les coûts de la santé ». Médecins et hôpitaux contestent le remplacement du forfait journalier par la facturation par cas (DRG ou Diagnosis related groups) qui risque selon eux d'introduire une sélection des cas par risques, une concurrence néfaste entre établissements et la fin du secret médical (transmission automatique des données aux assureurs) (*Planète Santé No 10*). Le projet de réseau de soins intégrés (managed care) adopté par le Parlement sera combattu par un référendum auquel se joint l'USS : alourdissement de la charge supportée par les assurés, limitation des prestations, pouvoir accru des caisses-maladie (*USS-infos* 13/2011). M. Unger monte au créneau contre la suppression de la clause du besoin le 31.12.11 : fin de la régulation de l'offre médicale, accroissement des inégalités régionales d'accès aux soins, risque de limitation des prestations (*Le Temps* 01.11.11). Enfin, l'OCDE et l'OMS saluent la qualité du système de soins suisse mais critiquent son coût élevé pour les assurés (augmentation constante des primes) et l'insuffisance de sa politique de prévention (*Le Temps* 18.11.11).
- **Licenciements économiques sans motifs économiques.** Avec les licenciements annoncés par Novartis, largement bénéficiaire, l'injustice voire le cynisme de ces mesures présentées comme économiques provoque à la fois des réactions éthiques, comme celle de l'anthropologue Gérald Berthoud (*Le Temps* 10.11.11) et juridiques, comme cette invalidation obtenue par les syndicats français dans un cas similaire vivement débattue car elle pourrait faire jurisprudence (*Le Monde* 10.11.11)
- **Masse salariale des internationaux et des frontaliers.** Dans les statistiques de la balance des paiements suisses 2010, apparaissent comme une recette les salaires versés au personnel des organisations internationales (2 milliards) et comme dépenses ceux versés aux frontaliers (17 milliards, contre 11 milliards en 2001). (*Banque nationale suisse août 2011*)
- **Arnaque au taux de chômage.** Toujours au chapitre des statistiques, c'est le seco lui-même qui reconnaît l'influence de la révision de la LACI sur le taux de chômage. A celui annoncé officiellement, il aurait fallu ajouter les 13'248 personnes éjectées du décompte puisque devenues d'un coup en fin de droits. (*Tendances conjoncturelles automne 2011, seco*)
- **Renvois des requérants d'asile.** La Commission nationale de prévention de la torture (CNPT) vient de publier un rapport accablant sur les pratiques des renvois par vols spéciaux, avec des recommandations au Département fédéral de justice et police et à la Conférence des directeurs cantonaux concernée. (*Le Temps* 02.12.11)
- **Méfiez-vous des sondages.** Ce n'est pas un scoop : les sondages publiés dans les médias ne sont pas crédibles. Un dossier en précise les raisons : instruments non scientifiques, implications politiques, marchés juteux. C'est en France, mais on peut extrapoler. (*Alternatives économiques No 308, décembre 2011*)